

INTRO

Teshome Dayesso a remporté le prix européen de la microfinance 2008 pour l'IMF Buusaa Gonofaa

C'est la consécration

Teshome Dayesso, directeur de l'institution de microfinance éthiopienne Buusaa Gonofaa, a reçu hier soir le prix européen de la microfinance 2008 des mains de la Grande-Duchesse. Ce prix de 100.000 euros récompense le travail de l'IMF Buusaa Gonofaa depuis sa création en 1999 et plus particulièrement la mise en place, il y a un an et demi, d'un système d'évaluation destiné à suivre les clients et leur progression sociale grâce au microcrédit. La «responsabilité sociale» était, en effet, le thème du prix cette année, la plateforme européenne de microfinance souhaitant donner un coup de projecteur sur la nécessité d'équilibrer mécanismes financiers et bénéfice social en microfinance. A 44 ans, c'est la consécration pour Teshome Dayesso, cet homme qui fut prisonnier politique pendant 10 ans sous la dictature militaire, mais qui a toujours eu l'espoir de changer les choses pour les générations futures.

«Je veux briser le cercle vicieux de l'injustice, de la pauvreté, et des inégalités sociales dans mon pays»

Teshome Dayesso, lauréat du prix européen de la microfinance 2008

«C'est un espoir immense»

Né dans une famille pauvre d'Éthiopie, Teshome Dayesso est le seul de la fratrie à aller à l'école. A 16 ans, il est condamné à dix ans de prison pour avoir osé lever son poing face à la dictature militaire. A 35 ans, avec quatre anciens prisonniers politiques, il fonde Buusaa Gonofaa, une institution de microfinance, convaincu que la pauvreté n'est pas une fatalité et qu'il peut faire quelque chose pour changer la donne. Buusaa Gonofaa compte aujourd'hui 35.000 clients et vient de remporter le prix européen de la microfinance 2008 et ses 100.000 euros.

■ J'aimerais d'abord savoir ce que ça signifie pour vous, ce prix européen de la microfinance?

C'est une grande fierté. Ce prix est la reconnaissance de notre travail au sein de Buusaa Gonofaa et aussi un grand encouragement. Je suis heureux de travailler pour la microfinance et c'est un immense espoir pour le futur. Grâce à ce prix, on va pouvoir aller encore plus loin dans nos projets.

■ Vous avez fondé Buusaa Gonofaa en 1999. D'où est venue cette initiative?

De ma propre expérience. Je suis issu d'une famille éthiopienne très pauvre. Parmi mes frères et sœurs, j'ai été le seul à avoir la chance d'aller à l'école. Eux n'ont pas eu cette opportunité. Là commence l'injustice. Et puis, à 16 ans, j'ai été emprisonné pour m'être opposé à la dictature militaire. Dix ans. Je voulais faire changer les choses dans mon pays, contribuer à briser le cercle vicieux de la pauvreté, des injustices et des inégalités sociales. Alors avec quatre



Teshome Dayesso, directeur et cofondateur de Buusaa Gonofaa (Photo: Michel Brumat)

autres anciens prisonniers politiques, on a créé Buusaa Gonofaa. Aujourd'hui, plus de 35.000 clients profitent de nos services de microcrédit et d'épargne, dont 80 % de femmes et 75 % d'habitants de secteurs ruraux.

Cette année, le prix récompense un projet «socialement responsable». Pouvez-vous expliquer le vôtre?

Notre vision des choses est centrée sur la progression sociale des familles et l'amélioration de

leurs conditions de vie, pas sur le profit. C'est pourquoi, il y a un an et demi, nous avons créé un système d'évaluation pour mieux connaître la situation sociale de nos clients. A long terme, ce «registre social» comme on l'appelle, servira à voir dans quelle mesure la microfinance a aidé ces familles pauvres à améliorer leur quotidien. Au contraire d'indicateurs financiers, ce sont des indicateurs sociaux, car ce n'est pas parce qu'un client rembourse son prêt que sa situation va mieux: si ça se trouve, il ne mange pas pour pouvoir payer.

■ Avec les premières données de ce registre, avez-vous déjà une idée précise de la situations de vos clients?

Non pas encore. Il faudra attendre quelques années, un an et demi ce n'est pas assez pour voir des résultats. Néanmoins, on connaît déjà mieux nos clients: on sait ainsi que 56 % d'entre eux sont extrêmement pauvres, sans ressources, sans bétail, ils ne mangent pas à leur faim et n'ont pas accès à l'eau potable.

■ En quoi vos partenaires européens vous aident-ils?

Nous on a notre vision, une vision sociale. On veut sortir les gens de la pauvreté. Nos partenaires nous apportent le soutien technique et financier dont nous avons besoin pour concrétiser nos projets.

■ Vous parlez d'espoir au début de cet entretien, est-ce que vous voyez l'avenir sous un nouveau jour avec ce prix?

Oui, ça montre que tout est possible, et j'y crois encore plus maintenant. Je ne peux rien faire pour ma mère qui est très pauvre ou pour mon frère ou ma sœur, mais aujourd'hui, je peux faire quelque chose pour leurs enfants et les générations futures de mon pays.

■ Propos recueillis par Christelle Raineri

En bref

On souffle une bougie au 21, allée Scheffer

Le 13 novembre 2007, la première structure luxembourgeoise entièrement dédiée à la microfinance ouvrait ses portes au 21, allée Scheffer à Luxembourg. La volonté exprimée à l'époque par les autorités luxembourgeoises de faire de la maison de la microfinance un lieu vivant et dynamique, n'est pas restée lettre morte: au cours de ces douze derniers mois, 300 visiteurs ont découvert ce lieu unique. Formations en microfinance, entretiens dans le cadre de projets, interviews avec la presse, recherches parmi les 3.000 références de la bibliothèque: la maison de la microfinance a abrité des activités très diverses pour sa première année d'existence. Quant à l'«espace information» de la maison, il a répondu à 276 demandes provenant de pays industrialisés ou de pays en développement.

Contact avec l'«espace information» de la maison de la microfinance à l'adresse e-mail adainfo@microfinance.lu

Buusaa Gonofaa et son «registre social» pour l'amélioration du niveau de vie en Éthiopie

La pauvreté en 20 indicateurs

L'institution de microfinance Buusaa Gonofaa a vu le jour en 1999 et a commencé ses opérations en tant qu'institution financière non bancaire en 2000, avec un mandat lui permettant de recevoir des dépôts. L'IMF fournit des services de microcrédit et d'épargne aux ménages pauvres pour améliorer leur niveau de vie.

■ Les femmes sont particulièrement visées, ainsi que les jeunes sans terre et les fermiers petits exploitants.

Buusaa Gonofaa accorde des prêts d'usage général que les clients emploient tant pour l'amélioration de leur niveau de vie que pour leur protection. Les prêts sont fournis à des groupes composés de 15 membres qui se

cautionnent mutuellement. Buusaa Gonofaa compte plus de 35.000 clients: 80 % sont des femmes et 75 % vivent à la campagne. C'est en juillet 2007 que l'IMF lance son projet de «registre social» qui lui vaut aujourd'hui le prix européen de la microfinance 2008.

«On a souhaité mieux connaître nos clients et leur mode de vie. On voulait aussi pouvoir mesurer leur seuil de pauvreté pour adapter nos services en conséquence», précise Teshome Dayesso. «Notre objectif à travers ce projet est de voir si on arrive à concrétiser nos objectifs sociaux.» Ainsi, l'IMF développe en interne un «registre social» composé de 20 indicateurs destinés à servir de base sur chaque client.

A chaque nouveau cycle de prêt, une nouvelle évaluation est menée afin de mettre en évidence les changements positifs

ou négatifs survenus dans la vie du client avec la microfinance. Parmi les 20 indicateurs de l'outil, 15 relèvent du domaine non financier et 5 du domaine financier.

Objectif: être plus efficace

Dans les principaux critères pris en compte dans l'évaluation, on trouve plusieurs catégories: «le logement» liste l'état du logement, le type de matériel de toiture, le nombre de chambres, l'investissement dans le logement, l'amélioration de la maison.

«Les capitaux du ménage» liste les bœufs, vaches, moutons, propriété du ménage, le type de lit, s'il y a une télé dans la maison. «La croissance d'affaires», pour les fermes et activités non agricoles, concerne la superficie des terres, le capital de travail courant, la dette totale, les ventes mensuelles de l'entreprise et le

bénéfice mensuel. «La sécurité alimentaire» liste le nombre de repas manqués par jour, la durée de la période de la famine, le nombre de jours où de la viande a été consommée. La dernière catégorie concerne «l'éducation des enfants» et précise le nombre d'enfants du ménage allant à l'école.

La mise en pratique à grande échelle a déjà commencé depuis février 2008 et les données de plus de 30.000 clients ont déjà été collectées. Le «registre social» est construit sur la base de la réalité locale de Buusaa Gonofaa et non sur des données nationales.

A terme, l'IMF souhaite mieux adapter ses services de microcrédit en fonction des besoins de ses clients pour être encore plus efficace et remplir ses objectifs au niveau social.

■ Christelle Raineri